



**MINUSCA**

-----

## **NOTE D'INFORMATION**

Bangui, le 14 juin 2017 – La Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique appelle les groupes armés à embrasser la paix et à relâcher les enfants qui servent dans leurs rangs. « Chacun doit s'investir et travailler pour la paix. Je m'adresse en particulier aux leaders des groupes armés de tous bords, que vous soyez ex-Séléka, anti-Balaka, autodéfense ou autre, arrêtez de recruter et d'utiliser des enfants et libérez tous ceux qui servent à vos côtés comme combattants, cuisiniers, porteurs, informateurs et autre », a déclaré mercredi le président en exercice de la Plateforme, Révérend-pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA.

S'adressant en Français puis en Sango, le président en exercice de la Plateforme des confessions religieuses a demandé la fin des « attaques contre les communautés, les enlèvements, les meurtres, les mutilations et les viols contre les enfants ». « Prendre un enfant de 8 ans, le faire vacciner afin de le faire participer aux combats est inacceptable et cela doit aussi cesser », a lancé le Révérend-pasteur.

Pour sa part, l'administrateur par intérim de l'unité Protection de l'enfance de la MINUSCA, Charles

Fomuniam, a indiqué que plus de 9.000 enfants ont été séparés des groupes armés, notamment des Anti-Balaka, « mais des milliers d'autres restent associés à divers groupes armés ou d'auto-défense ». « Avec les affrontements en cours dans le pays, le Groupe de Travail Spécial des Nations unies a enregistré de nouvelles allégations de recrutement et d'utilisation d'enfants. Cette tendance peut se poursuivre si les affrontements persistent », a alerté ce responsable. Selon Fomuniam, « des 9 000 enfants séparés, 50% ont bénéficié de programmes de réintégration tandis que les autres sont encore en attente en raison de la limite des ressources de financement. »

L'appel de la Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique et de la MINUSCA a été lancé dans le cadre de la célébration de la Journée de l'enfant africain, qui est célébrée le 16 juin, afin d'attirer l'attention sur ces actes qui constituent une violation grave du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur le sort des enfants dans les conflits. « Le Conseil, reconnaissant le rôle important des chefs religieux dans le renforcement de la protection des enfants dans les conflits armés et dans l'intensification des efforts de réconciliation, les a exhorté à condamner publiquement les violations et les violences commises à l'encontre des enfants, notamment sur la base présumée de la religion et à plaider pour qu'il y soit mis fin », a souligné Fomuniam.

Le Porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a rappelé la séance et les consultations sur la République centrafricaine, lundi dernier, au Conseil de sécurité avec l'appel du Représentant spécial du Secrétaire général à « un sursaut national ». De même, Monteiro a évoqué le déplacement, à Bouar, de la Représentante spéciale adjointe et chef du pilier politique, aux côtés du Chef de l'Etat, marqué par l'inauguration du Centre d'instruction

militaire de Bouar. Le centre a été réhabilité par la MINUSCA à hauteur de 1.450.000 dollars, dans le cadre de la contribution de la Mission aux efforts de réforme et de reconstruction des FACA. Le porte-parole a également souligné la visite à Bria, en début de semaine, de la Représentante spéciale adjointe et Coordonnateur Humanitaire, en compagnie du Directeur des Opérations du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), afin de constater sur le terrain la situation des milliers de déplacés dans la ville pour pouvoir répondre aux besoins humanitaires.